



Des documents secrets palestiniens exposent la supercherie du « processus de paix »

Par [Bill Van Auken](#)

Mondialisation.ca, 02 février 2011

[WSWS](#) 2 février 2011

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LA PALESTINE](#)

La publication de quelque 1700 documents confidentiels a exposé que le prétendu « processus de paix » n'est qu'une supercherie criminelle, faisant partie d'un complot permanent des États-Unis et d'Israël contre les droits fondamentaux du peuple palestinien.

Les documents, des transcriptions de séances de négociations, des correspondances diplomatiques, des notes, des cartes et d'autres matériaux datant de la période allant de 1999 à 2010, ont été obtenus par le réseau de télévision Al-Jazira. Ils tracent un portrait dévastateur de toutes les parties impliquées dans les négociations israélo-palestiniennes orchestrées par les États-Unis durant la dernière décennie.

L'Autorité palestinienne de Mahmoud Abbas y est démasquée comme étant complètement soumise aux intérêts américains et israéliens. Elle cherche désespérément à soutirer un accord qui lui permettrait d'entretenir la fiction d'un État palestinien aux dépens de toutes aspirations historiques du peuple palestinien. Elle réprime ce dernier et lui ment pour tenter de consolider les intérêts d'une mince couche riche.

À cette fin, et les documents le démontrent clairement, les négociateurs de l'Autorité palestinienne étaient prêts à accepter l'envahissement de Jérusalem-Est par des colonies sionistes, à renoncer au droit des Palestiniens expatriés de retourner à leurs terres et à participer à un déplacement massif de populations arabes, une forme de nettoyage ethnique conçue pour servir l'objectif israélien d'un « État hébreu » démographiquement stable. Tout cela s'est fait à l'insu du peuple palestinien.

Quant aux Israéliens, des documents ressortent leur impitoyabilité et leur brutalité dans leur détermination à réprimer les Palestiniens et à les exproprier du moindre centimètre carré de leurs terres. Totalement fermés à l'idée d'en arriver à un quelconque accord, ils utilisent les négociations afin de soutirer des concessions toujours plus importantes à leurs malléables homologues palestiniens, tout en amenant de nouveaux « faits accomplis sur le terrain », soit la prolifération incessante des colonies sionistes dans les territoires occupés.

Et pour ce qui est de Washington, tant sous Bill Clinton, George W. Bush et Barack Obama, la diplomatie américaine prend une forme criminelle dans le cas de la question palestinienne, comme c'est le cas par rapport à l'ensemble du Moyen-Orient. Les négociateurs prennent systématiquement le parti d'Israël sur toutes les questions essentielles, tout en méprisant ouvertement les Palestiniens. Toutes tentatives par ceux-ci de soulever des questions fondamentales de droit international ou des cas de promesses non tenues sont jugées « irréalistes » et stupides.

L'arrogance et l'hostilité avec lesquelles l'impérialisme traite, non seulement les Palestiniens, mais tous les peuples opprimés et la classe ouvrière de par le monde ont été illustrées dans des remarques faites par la secrétaire d'État américaine de l'époque, Condoleezza Rice, retranscrites dans un des documents. Rejetant les plaintes de millions de Palestiniens condamnés à l'exil et à la survie dans de sordides camps de réfugiés, Rice avait dit, « Des malheurs arrivent aux gens partout dans le monde, continuellement. Il faut regarder vers l'avenir. »

La continuité de cette attitude cruelle envers la situation des Palestiniens a été maintenue par celle qui a succédé à Rice, Hillary Clinton, et cela est montré dans la retranscription d'une remarque faite à l'automne 2009, tandis qu'elle disait vouloir savoir pourquoi les Palestiniens agissaient comme s'ils étaient « toujours en pleine tragédie grecque ».

Rien de tout cela ne sera une révélation pour les millions de Palestiniens en Cisjordanie et à Gaza et les millions d'autres exilés au Liban, en Jordanie et ailleurs. Leur vie quotidienne, ponctuée de frappes militaires israéliennes, de contrôles routiers, d'expropriations et d'innombrables humiliations, témoigne de la supercherie et de l'échec du fameux « processus de paix ».

Cependant, tout comme les câbles diplomatiques américains divulgués par WikiLeaks sur la corruption et la torture pratiquées par le régime du président Zine El Abadine Ben Ali ont alimenté le soulèvement révolutionnaire de masse qui a renversé ce régime, les documents publiés par Al-Jazira constituent une menace mortelle à la survie du régime autoritaire corrompu de Mahmoud Abbas à Ramallah.

L'Autorité palestinienne a réagi avec rage à la publication des documents, les qualifiant de « tissu de mensonges » et disant qu'ils avaient été « fabriqués ». En visite au Caire, en rencontre avec le président égyptien Hosni Moubarak, le président de l'Autorité palestinienne Abbas a soutenu que les documents publiés par Al-Jazira étaient « volontairement confus », attribuant des positions de négociation israéliennes aux propres négociateurs de l'Autorité palestinienne.

Yasser Abed Rabbo, le secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), a accusé Al-Jazira d'essayer de « tromper le simple citoyen » et a laissé entendre que le réseau de nouvelles agissait au nom du mouvement islamiste Hamas, le rival de l'OLP, qui gouverne la Bande de Gaza.

La faction dirigeante du Fatah dans l'OLP a organisé une manifestation devant les bureaux d'Al-Jazira à Ramallah, lesquels ont été vandalisés. Certains responsables ont suggéré que la station fermera ses portes en Cisjordanie.

Le Hamas a déclaré pour sa part que les documents exposent « le niveau d'implication de l'autorité du Fatah dans les tentatives de liquider la cause palestinienne, en particulier sur la question de Jérusalem et des réfugiés, ainsi que sa participation contre la résistance en Cisjordanie et dans la Bande de Gaza ».

Les affirmations selon lesquelles les documents sont faux ou les positions israéliennes sont présentées à tort comme celles des négociateurs palestiniens ne sont pas crédibles. Le matériel le plus incriminant est contenu dans les transcriptions des séances de négociation dans lesquelles la source de ces positions est indubitable. En plus d'Al-Jazira, le journal britannique The Guardian, avec qui le réseau a partagé le matériel, s'est porté garant de

leur validité.

Parmi les plus importantes révélations trouvées dans les documents et publiées par Al-Jazira, il y a les concessions offertes par les négociateurs de l'Autorité palestinienne sur les questions fondamentales, qui sont à l'opposé des positions officielles défendues par le mouvement palestinien depuis des décennies.

Il s'agit notamment:

- Une offre pour permettre à Israël de garder le contrôle de toutes ses colonies à Jérusalem-Est, à l'exception d'une seule, cédant ainsi le contrôle de la quasi-totalité de ce que devait être la capitale palestinienne aux Israéliens. Selon le droit international, toutes ces colonies sont illégales. Le négociateur palestinien, Ahmed Qoreï, est cité dans une transcription d'une session de négociation de mai 2008 comme décrivant la concession de « sans précédent » et quelque chose que « nous avons refusé de faire » à Camp David.
- Une offre pour s'entendre sur un « nombre symbolique » de réfugiés expulsés en 1948 qui serait autorisé à retourner en Israël, apparemment 100.000 sur 10 ans. Une telle proposition aurait pour effet de renoncer aux droits de plus de cinq millions de Palestiniens apatrides.
- Une offre pour placer le contrôle du site du Mont Haram al-Sharif/Temple dans la vieille ville de Jérusalem, qui comprend le contrôle du Dôme du Rocher et de la mosquée d'Al Aqsa par un comité mixte. En faisant cette proposition, qui abandonne des revendications déjà défendues par le leader palestinien Yasser Arafat, le négociateur en chef de l'Autorité palestinienne, Saeb Erekat, est cité comme ayant déclaré ironiquement, « La seule chose que je ne puisse pas faire est de me convertir au sionisme. »

D'autres documents illustrent la collaboration intime entre l'Autorité palestinienne et les renseignements britanniques et américains dans la répression de factions militantes dans les territoires occupés et dans le complot visant à renverser le Hamas à Gaza. Les documents indiquent que l'Autorité palestinienne a été prévenue de l'invasion israélienne de Gaza en 2008-2009, et a négocié avec les Israéliens dans le choix des prisonniers palestiniens devant être libérés, manœuvre visant ouvertement à renforcer son image contre celle de ses rivaux islamistes.

Toutes ces concessions n'ont précisément rien produit de la part d'Israël ni de son allié américain. Lors d'une protestation en apparence passionnée à l'envoyé d'Obama au Moyen-Orient, George Mitchell, lors d'une réunion à Washington en octobre 2009, Erekat a été enregistré disant, « Dix-neuf ans de promesses et vous n'avez aucune idée de ce que vous voulez faire avec nous ... Nous avons respecté nos obligations. Même Yuval Diskin [directeur du Shabak, service interne de sécurité d'Israël] lève son chapeau à la sécurité. Mais non, ils ne peuvent même pas donner un gel de six mois [sur les colonies] pour me fournir une feuille de vigne. »

Washington, se plaignait-il, ne s'intéresse qu'aux « relations publiques, aux nouvelles rapides, et nous ne coûtons rien ». Il a averti que l'échec du « processus de paix » pour produire quoi que ce soit pour les Palestiniens minait l'utilité de l'Autorité palestinienne dans la promotion des politiques américaines. « A quoi bon si je suis la risée de ma famille, si je suis si faible. »

Quant à la partie israélienne, les documents citent l'ancienne ministre israélienne des

Affaires étrangères Tzipi Livni dans une réunion de 2007, offrant une description remarquablement claire de la stratégie de négociation de Tel-Aviv, guidée par une volonté d'empêcher toute possibilité d'un État palestinien viable. « La politique d'Israël est de prendre de plus en plus de territoire, jour après jour, puis qu'en fin de compte nous allons dire que c'est impossible, nous avons déjà les terres et on ne peut pas créer l'Etat [palestinien] », a-t-elle dit.

Une déclaration tout aussi franche quant au caractère frauduleux et unilatéral du « processus de paix » fut offerte par un ancien négociateur israélien dans une entrevue avec le Guardian.

Ce qui est vraiment frappant n'est pas tant la nature des concessions, c'est que, année après année, ils poursuivent la même stratégie qui a non seulement échoué, mais qui est une longue pente glissante pour la Palestine », a dit l'ex-négociateur, Daniel Levy. « Ils savaient qu'Israël empochait tout qu'ils lui donnaient, construisant plus de colonies et disant ensuite : Nous avons besoin de plus de terres. »

Levy ajoute ensuite : « Les Palestiniens ne se sont jamais extirpés de cette proposition structurellement perdante, particulièrement l'attente que les Américains allaient leur accorder Israël parce que les Palestiniens pensaient qu'ils étaient ceux à être raisonnables lors des négociations. Mais ce n'est pas arrivé, encore et encore. Les Américains se sont constamment rangés du côté de la partie non raisonnable et les Palestiniens ont continué à s'enfoncer de plus en plus dans cette proposition perdante. »

Cette évaluation a été confirmée par la réaction de l'actuel gouvernement et de son premier ministre, Benyamin Nétanyahou, au reportage d'Al-Jazira. Il a immédiatement profité des documents concernant les larges concessions offertes à Jérusalem-Est en qualifiant les demandes publiques de l'Autorité palestinienne pour un gel des constructions à cet endroit de « ridicules. »

Les documents divulgués « montrent que la demande palestinienne durant la dernière année et demie pour geler les constructions dans les quartiers juifs de Jérusalem-Est est ridicule, vu qu'il est clair qu'ils avaient déjà concédé les dits quartiers lors des négociations, quand Olmert était en fonction », a cité le quotidien israélien Haaretz, reprenant les paroles de responsables israéliens.

La réalité est que, peu importe l'importance des concessions offertes par le côté palestinien, ni Israël ni Washington ne sont intéressés par un accord. Le « processus de paix », qui a maintenant été rompu par le refus d'Israël d'accorder un gel même partiel et temporaire de nouvelles colonies, n'a servi que comme moyen pour exercer un contrôle sur la population palestinienne et poursuivre les complots impérialistes dans tout le Moyen-Orient.

À Washington, le département d'État a dit qu'il ne pouvait garantir la véracité des documents, mais a reconnu qu'ils auraient un impact. « Nous ne nions pas que cette divulgation va, au moins pour un moment, rendre la situation plus difficile qu'elle ne l'était déjà », a dit le porte-parole Philip Crowley. « Mais encore une fois, nous sommes réalistes. Nous avons toujours reconnu que cela serait un grand défi. Mais cela n'a pas changé dans l'ensemble notre orientation et ne la changera pas aujourd'hui. »

Parmi les révélations contenues dans les documents, il apparaît que l'administration Obama a adapté sa politique encore plus étroitement à celle d'Israël que ne l'a fait l'administration

Bush. Dans des pourparlers entre l'envoyé d'Obama, Mitchell, et le négociateur palestinien Erekat en automne 2009, Mitchell a poussé l'Autorité palestinienne à se soumettre au refus d'Israël de reconnaître les frontières de 1967 comme la base pour les négociations d'un État palestinien.

Lorsque Erekat a protesté en disant que les frontières de 1967 faisaient partie de la Feuille de route pour la paix de 2003 et qu'elles avaient spécifiquement obtenu l'aval de l'administration Bush à peine un an plus tôt, Mitchell a dit que Washington n'était pas contraint par ces engagements.

« Je vous redis que le président Obama n'accepte pas les décisions prises auparavant par Bush », a déclaré l'envoyé américain. « Cessez d'y avoir recours, car cela pourrait vous porter atteinte. Les pays sont contraints par des accords — pas des discussions ou des déclarations. »

Les documents divulgués par Al-Jazira ont mis à nu le caractère du présumé « processus de paix », qui a été complètement perverti par les médias. Depuis le début, il n'a pas été un moyen pour mettre fin aux six décennies de crise du peuple palestinien, mais a plutôt servi à légitimer la violence sans fin contre lui et à défendre les intérêts américains au Moyen-Orient.

La prosternation du leadership de l'Autorité palestinienne exposée par ces transcriptions montre l'impasse du nationalisme bourgeois à travers le Moyen-Orient et internationalement.

Les demandes historiques du peuple palestinien ne peuvent être résolues en cherchant à obtenir l'appui impérialiste pour un miniÉtat, inspiré des bantoustans, dans les territoires occupés. Seule la mobilisation de la classe ouvrière, palestinienne et israélienne, et son unification basée sur un programme socialiste et internationaliste, peut fournir une porte de sortie à l'actuelle impasse et prévenir une nouvelle vague de guerre meurtrière.

Article original en anglais, [WSWS](#).

La source originale de cet article est [WSWS](#)

Copyright © [Bill Van Auken](#), [WSWS](#), 2011

Articles Par : [Bill Van Auken](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](#) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](#) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](#) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation.

Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca